

# DERRIÈRE LA CAPITALISATION, EDF MISE À MAL PAR SON ACTIONNAIRE PRINCIPAL

**Si les comptes annuels 2021 sont excellents, les prévisions sont catastrophiques pour 2022, mais devraient se rétablir en 2023.**

**C'**est le 17 février 2022 que le Conseil d'Administration d'EDF a arrêté les comptes 2021. Ils sont qualifiés d'excellents avec 5.1 Md € de bénéfice net et 1.9 Md € de dividendes. Des dividendes qui seront en grande partie payés en actions nouvelles puisque l'État, qui possède 84 % du capital, a annoncé vouloir les toucher en actions. Cela évitera à EDF de sortir du cash et notons au passage que l'État fait une très bonne opération, puisque l'action EDF est au plus bas en bourse. Les raisons ? L'obligation gouvernementale, imposée à EDF, d'augmenter la part bradée de son électricité à ses concurrents (de 100 à 120 TWh ARENH), mais aussi un problème de corrosion sous contrainte rencontré par le parc nucléaire (cela contraint EDF d'arrêter de nombreuses centrales en plus de celles déjà programmées pour maintenance lourde, dans le cadre de leur prolongation de 40 à 50 ans). Combien de centrales sont impactées par ce problème ? Faudra-t-il en arrêter d'autres ? Leur réparation pourra-t-elle attendre les maintenances programmées ? Autant de problèmes à résoudre par les salariés du nucléaire, mais qui font partie des aléas liés à un parc industriel. Mais d'autres interrogations restent aussi sans réponse à ce jour. Quelles sont les responsabilités de la finance qui, depuis des années, met la maintenance toujours plus sous contrainte pour gonfler les résultats annuels ? De même, les énergies renouvelables (EnR) prioritaires, car fortement subventionnées, imposent au nucléaire de s'effacer, gonflant ainsi les profits des investisseurs privés ! Tout ceci n'a-t-il pas joué un rôle aggravant sur ce problème de corrosion ? L'avenir nous le dira...

## Des actionnaires qui rient mais des salariés qui pleurent

Les salariés, pourtant à l'origine de la belle performance sur 2021, ne constateront sur leur feuille de paye qu'une toute petite augmentation générale du Salaire National de Base de 0,3 %. Traduction : celui et celle qui ne bénéficiera pas d'un NR au choix (+2.5 % d'augmentation individuelle) pour 2022, verra son pouvoir d'achat amputé de



© edf DIDIER MARC / PWF

pratiquement un NR puisque l'inflation 2021 sera autour de 3 % !

## Une bérézina pour les comptes EDF en 2022

Du fait des centrales indisponibles et pour faire face aux 20 TWh d'ARENH supplémentaires, EDF devra donc acheter son électricité au prix fort sur le marché, pour la revendre à perte à ses concurrents. Cela devait lui coûter la bagatelle de 8 Md€ avec les prix atteints fin 2022. Mais avec la guerre en Ukraine qui fait exploser les prix des énergies, ce montant déjà gigantesque pourrait encore augmenter... L'engagement sans faille des agents depuis des années a été anéanti en une seule décision gouvernementale, sans que l'on soit assuré que ces 20 TWh supplémentaires et exceptionnels de 2021 ne seront pas aussi réactivés en 2022 ? Et une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, la corrosion sous contrainte est venue se rajouter au problème d'ARENH, avec un impact encore plus fort sur les résultats 2022 du fait de l'arrêt d'une dizaine de centrales nucléaires !

Ces deux phénomènes (+20 TWh d'ARENH et les problèmes d'indisponibilité du parc nucléaire) expliquent la bérézina à venir sur les comptes 2022.



Vue amont du barrage de Serre Ponçon, lac de retenue, remblai et poste de transformation en sortie de la centrale hydroélectrique

## Des agences de notation en embuscade

Les agences de notation ont vite oublié les bons résultats 2021 et n'ont pas tardé à répercuter les mauvaises nouvelles sur la note financière d'EDF : elles ont dégradé d'un cran la note d'EDF, et la sanction pourrait être encore plus grave si d'aventure la dégradation atteignait un cran supplémentaire. En effet, en cas de nouvelle dégradation, EDF qui a déjà une dette importante de 43 Md €, verrait s'y rajouter la dizaine de Md € d'emprunts hybrides qui, encore à ce jour, ne sont pas comptabilisés comme de la dette. Avec une dégradation d'un cran supplémentaire ces hybrides pourraient devenir comptablement partie intégrante de la dette. Il s'en suivrait une très forte dégradation de la cote d'EDF auprès de la finance, qui rendrait bien plus élevés et chers les taux auxquels EDF devrait emprunter dans le futur... alors que des investissements énormes, de plusieurs dizaines de milliards d'euros, sont à venir dans les renouvelables et dans le nucléaire.

## Si la notation financière d'EDF était dégradée, ses crédits coûteraient bien plus cher

C'est la raison pour laquelle l'État, après avoir empoché ses dividendes, s'est empressé de claironner qu'il souscrirait aux 2 Md € d'augmentation de capital d'EDF, à proportion de sa participation dans EDF (il restera donc au même niveau dans EDF), pour rassurer les agences de notation afin qu'elles en restent à ce cran de dégradation sans passer au cran suivant.

## Investir oui, mais pas n'importe où !

Car le Plan Moyen Terme prévoit un retour à la normale en 2023 et annonce pour les années 2022-23-24 pas moins de 17 Md€ d'investissements par an. C'est une bonne nouvelle mais qui est cependant ternie par 3 Md€ de nou-

velles cessions. On peut d'ailleurs s'interroger sur quelles seront ces nouvelles cessions, car toutes les entités non stratégiques et monnayables ont déjà été vendues. Va-t-on assister à des ventes partielles d'entités comme cela a été effectué en Italie où EDF a cédé 49 % des Renouvelables d'Edison au Crédit Agricole pour recueillir 1 Md € de cash en échange ? La vente de quelques entités Renouvelables aux USA ou au Moyen Orient ne chagrinerait certainement pas les partisans du service public en France... Car pour les salariés, le risque serait que cette dette, creusée par les gouvernements et les directions successives, soit l'argument d'un nouveau plan Hercule (ou Ulysse) entraînant la scission de l'entreprise intégrée. Et ce n'est pas une « nationalisation » partielle qui atténuerait l'opposition des agents. Ils l'ont déjà dit et redit : ils refusent toute scission de l'entreprise intégrée EDF !

## Un quinquennat de sabotage du service public de l'énergie !

Baisse du pouvoir d'achat, transition énergétique repoussée à plus tard, fermeture de Fessenheim, arrêt du programme Astrid (réacteur rapide à sodium de Génération IV), fermeture sans reconversion de centrales thermiques, flambée des factures... le bilan de la politique énergétique de ce gouvernement est bien sombre !

## Les agents refusent toute scission de l'entreprise intégrée EDF !

La crise énergétique mondiale que nous traversons et qui est encore aggravée par la guerre en Ukraine restera ancrée pour plusieurs années dans notre quotidien. Son origine vient d'un manque cruel d'investissements qui crée un déséquilibre entre l'offre et la demande qui s'accroît avec la reprise. De ce fait, au moindre aléa, c'est tout le système qui explose car l'électricité se stockant mal, les effets sont immédiats. Mais pour augmenter les capacités de production pilotables, il faudra du temps et de l'argent : la situation actuelle n'est donc pas prête de se résorber.

## Pourtant les perspectives existent pour EDF

Au-delà des problèmes actuels, le futur proche semble plutôt prometteur : un programme de relance du nucléaire en France avec 6 EPR2 et peut-être plus, des prospects à l'international (Sizewell en Angleterre, Jaïtapur en Inde, et aussi des projets en Europe de l'est...). Mais sous quelle forme ? Avec des filiales d'ingénierie du type Edvance et des personnels précaires ? C'est au contraire avec une ingénierie qui s'appuie sur des personnels statutaires, dans la durée, qui gagnent en expertise au fur et à mesure des chantiers, qu'EDF a assuré avec succès la construction du parc des années 1980. C'est bien ce modèle-là avec des emplois stables, au statut des IEG qui est gagnant pour l'entreprise, ses agents et le pays, et non un modèle qui n'offre que précarité et bas salaires !

## Des emplois stables, au statut des IEG : un modèle gagnant pour l'entreprise, ses agents et le pays

### Non, l'État ne protège pas EDF, bien au contraire !

2 Md € de recapitalisation, ce n'est finalement pas grand-chose vis-à-vis des dernières décisions gouvernementales et de leurs conséquences. Car n'oublions pas que c'est ce même État qui a empêché 84 % des 32 Md € de dividendes qu'EDF a versés depuis 2002. C'est encore ce même État qui voulait casser EDF avec Hercule et qui pourrait nous le ressortir après les élections, avec des conséquences prévi-

sibles par exemple pour les activités de réseau et renouvelables. Et c'est toujours l'État qui soutient les fournisseurs alternatifs au détriment d'EDF en augmentant l'ARENH pour la passer de 100 à 120 TWh.

### Calcul mental:

Si les +20 TWh d'ARENH coûtent à EDF 8 Md€ (voire plus...) en 2022, combien lui coûtent les 120 TWh d'ARENH en 2022 ? Et quelle est la facture totale depuis 2011 des 100 TWh tous les ans bradés à ses concurrents ? Autant de dizaines (centaine ?) de Md € qui relativisent la dette d'EDF...

## En finir avec le marché pour les particuliers et pour les industriels

Pour stopper net ces prix de l'électricité qui explosent, il faut en finir avec le marché aussi bien pour les particuliers que pour les industriels. Il faut revenir à un monopole public, avec des missions renforcées par les objectifs de transition énergétique. Toutes ces actions sont inscrites depuis des années dans le Programme Progressiste de l'Énergie (PPE) de la FNME-CGT, et si l'on veut vraiment atteindre nos objectifs climatiques il faudra que l'électricité reste à un prix abordable ! C'est pourquoi la CGT, aux côtés des autres syndicats et associations de consommateurs, contestera en justice les derniers arrêtés et décrets gouvernementaux qui mettent EDF dans le rouge.

32 Md€ de dividendes versés par EDF depuis 2002

